

Quand on impose la prière musulmane à des élèves de 5e !

Selon que vous serez puissant ou misérable, apprenions-nous en classe de 6^{ème} ou de 5ème, avec ce bon Monsieur Jean de La Fontaine...

En 2011, le fabuliste, critique acerbe des défauts et des tares de la société de son temps, pourrait écrire : selon que vous serez musulman ou tous les autres, les jugements des cours de justices, les avis professionnels des adhérents et des Présidents des syndicats de magistratures, des médias leurs courtisans, et aussi ceux des ministres devenus des exécutants, vous feront pour les mêmes faits ou pour des faits approchant, « blanc ou noir », coupable ou excusable et donc... innocent ou coupable.

On se souviendra du scandale et de la honte des sanctions décidées à l'encontre d'une enseignante d'Histoire d'un établissement secondaire de Nancy (2010).

Catherine Ventura Pederzoli avait en effet eut l'outrecuidance partisane, l'inconvenance sectaire, « l'autocentrage communautariste », de prononcer quatorze fois le mot « shoah », pendant un cours d'Histoire auquel assistaient deux braves pandores d'inspecteurs de l'éducation nationale*1

Nos deux inspecteurs ne purent retenir leur indignation légitime...

Pareille instrumentalisation, scandaleusement partisane, de l'enseignement de l'Histoire ne pouvait continuer plus longtemps. Pensez, employer un mot hébreu *1 dans une classe de France... Rendez-vous compte, utiliser un hébraïsme, un mot choisi par les Juifs eux-mêmes pour désigner un phénomène les

concernant, pour qualifier une action d'État encore inconnue jusqu'alors dans l'histoire humaine, à savoir : quatre années de traque quotidienne d'une population toute entière, les pauvres comme les riches, les riches autant que les pauvres, les femmes et les enfants autant que les hommes, les vieillards et les moribonds autant que les jeunes et les biens portant, puis deux de ces quatre années pendant lesquelles on choisira de privilégier, sur les trains de munitions et de troupes fraîches, les convois destinés à remplir la chambre à gaz d'Auschwitz.

Les témoignages écrits laissés et retrouvés, des ghettos « transférés » et « transportés », disent : ces moribonds exécutés dans leur lit de mort, ces paralytiques jetés d'une fenêtre avec leur fauteuil, ces gamins faméliques tués d'une balle dans la tête, sans autre forme de procès, parce qu'ils avaient ramené, ces « rats », un peu de provisions, depuis la ville polonaise contiguë, pour que leur famille affamée tienne encore quelques jours.

Quatre années d'enfermement sans vivre, quatre années de souffrances multiples, de fusillades, quatre années d'arrestations et de déportations- pour finir enfermés entre des miradors et des barbelés électrifiés, mis en esclavage, « nourri » de soupe claire ou d'épluchures de patates, pour travailler quelques temps pis qu'un forçat et mourir d'épuisement, ou pour être directement envoyés à la chambre à gaz.

Rien de très spécifique donc, rien qu'un « génocide » comme un autre, pensaient nos deux braves bougres d'inspecteurs, étouffant d'impatience devant l'inconvenance partielle de l'enseignante.

Ils ne le lui firent pas dire deux fois. On connaît la suite

Depuis, de l'eau a coulé, sous le pont de l'édifice scolaire vermoulu, qui prend eau de partout et menace de s'effondrer.

L'école poursuit néanmoins à « s'ouvrir sur la vie ».

Apprendre l'arithmétique, faire les quatre opérations de base, pfu !! Quelle importance ? Les enfants n'ont-ils pas tous une calculette, pourquoi leur embarrasser l'esprit avec les tables de multiplication ?

Apprendre l'histoire du pays ? Quel intérêt, puisque le pays est destiné à être dissout, coûte que coûte, dans cette extraordinaire « Europe » de l'euro et de la bureaucratie bruxelloise qui sait tout sur tout et décide de tout pour tout. Essayons donc d'inventer une « Histoire » globale.

Venez au fait, va-t-on me dire. Où voulez vous en venir ?

Où je veux en venir ? S'il est devenu sectaire, « communautariste » même, d'employer un mot hébreu, Shoah, pour désigner la mise à mort planifiée et industrialisée de toute une population, les Juifs de tous les pays, par toute la machinerie étatique d'une nation, l'Allemagne, et par l'association à cette besogne de mise à mort des structures policières et économiques des États conquis et soumis par celle-ci, -extermination à laquelle se sont volontairement associés le Mufti Husseini et ses acolytes-, il n'est pas du tout sectaire, il n'est pas du tout communautariste... « D'imprégner » les enfants scolarisés, aux senteurs et aux émotions spirituelles de l'islam. C'est recommandé, même. C'est l'ouverture, bien comprise, sur la « diversité » et sur « l'interculturalité ».

C'est ainsi que les élèves de classe de 5^{ème} du collège Saint-Pierre des Essarts de la Roche sur Yon ont été emmenés visiter une mosquée.

C'est ainsi aussi qu'après un échange avec un monsieur Ali Ben Saada, aumônier près d'une maison d'arrêt, on les a fait se mettre en position de prière, sur les tapis prévus à cet effet...

☒ On se demandera peut-être : comment auraient réagi les élèves et les parents d'élèves musulmans si on les avait emmenés dans une église ou une synagogue et qu'on leur ait demandé de s'y mettre en position de prière chrétienne ou juive, après ou avant avoir échangé avec le Pasteur, le Rabbin ou le Curé?

On connaît tous la réponse : Quelques véhicules et des poubelles de la Roche-sur-Yon auraient spontanément pris feu... des imams saoudiens, tunisiens, égyptiens, auraient prononcé des discours belliqueux. Ces hommes de religion de paix auraient dénoncé l'entreprise « américano-sioniste », visant à lutter contre l'islam, en cherchant hypocritement, par la ruse, à provoquer « l'apostasie », à favoriser la conversion de jeunes musulmans à une autre religion que la « vraie ».

Que va-t-il se passer ?

L'administration centrale du ministère, l'inspection générale, les « syndicats » d'enseignants, que vont-ils faire ? Que vont dire, les uns et les autres ?

Vont-ils crier au scandale, vont-ils s'émouvoir de la grossière violation de la liberté de conscience, celle de jeunes collégiens vendéens ? Vont-ils dénoncer la démolition, consciente ou inconsciente, de la laïcité qui est un des moyens pour la garantir ?

A l'inverse, FSU et tutti quanti, administration centrale, ministère, médias, vont-ils trouver tout à fait convenable une honteuse besogne d'endoctrinement religieux ?

Vont-ils même en féliciter les auteurs, comme étant d'audacieux précurseurs de la nouvelle laïcité parfumée à l'interculturalité, favorisant « la diversité » et le nouveau « vivre ensemble »?

Comme je le disais plus haut, on pourrait parler d'information concernant le phénomène religieux, on pourrait parler de parcours scolaire neutre et non d'endoctrinement, si... si les

mêmes élèves étaient emmenés, dans les mêmes conditions, dans une église, un temple, une synagogue, à une réunion de l'union des athées ou visiter le grand-orient ou un autre ordre franc-maçon, etc.

Nous connaissons tous la réponse de tous ceux que nous évoquions : vous n'y pensez pas ! Il ne s'agit pas de donner des informations neutres et pluralistes, il s'agit seulement du « vivre ensemble » et de « l'interculturel ». Il ne s'agit que de connaître, pour les jeunes chrétiens et/ou athées, ce qui fait foi, et loi absolue s'imposant à la conscience de leurs condisciples ou voisins musulmans. Il ne s'agit que de se mettre en situation, pour mieux comprendre et admettre de laisser l'espace revendiqué par leurs émotions et croyances...

Par contre, inviter les jeunes voisins et les condisciples musulmans à s'informer et à se mettre eux aussi en situation de comprendre ce qui amène l'émotion religieuse chrétienne, bouddhiste, juive, ou la conviction irréligieuse, ah ça, vous n'y pensez pas ! Ce serait les offenser. Ce serait aussi les « stigmatiser », les discriminer, puisque leur culture, qu'il faudrait « religieusement » respecter, -sans quoi on serait raciste-, ne les autorise pas à s'intéresser à des données non-religieuses ou religieuses autres.

Ce serait de l'impérialisme culturel. Ce serait du pur et simple et ignoble... néocolonialisme !!

En d'autres termes et pour résumer : selon que vous serez imam ou autre chose, curé, rabbin, frère trois points, vous serez déclarés : innocent ou coupable, vous aurez ou vous n'aurez pas le droit « d'imprégner » les enfants scolarisés de vos croyances ou de vos convictions.

Quand même, mes concitoyens et concitoyennes, vous ne trouvez pas que cela commence à faire beaucoup, trop même ?

1789 avait répondu à la problématique de Jean de La Fontaine. Faudra-t-il nous aussi attendre quatre vingts ans, avant de

briser le système oppressif que certains mettent en œuvre aujourd'hui pour liquider l'héritage de nos anciens ?

Alain Rubin

*1 en 2011, on devrait plutôt parler de « l'inéducation antinationale ».

En effet, pour ne pas offenser les croyances religieuses et autres des enfants de populations accueillies dans notre pays, le pouvoir scolaire, soutenu en cela par des « syndicalistes » de cette profession, débarrasse l'enseignement du « superflu » faisant perdurer d'éventuelles causes de gêne : Le français est devenu comme une survivance. On peut le parler et l'écrire comme on veut, ce serait sans importance.

On peut donc cesser de se comprendre ; et la République « une et indivisible » doit devenir un souvenir d'une époque révolue destinée à l'oubli.

L' Histoire doit cesser d'être l'enseignement d'une chronologie précise d'événements politiques, de phénomènes sociaux et de découvertes scientifiques et d'innovation technologiques datées, pour devenir un fourre-tout idéologique, une mélasse « transverse ». On ne devrait plus savoir qui étaient les deux hommes qui ont calculé la vitesse de la lumière, où, quand et comment, parce que l'on devrait ànonner que l'Europe et le monde doivent leurs connaissances et leur technologie à « Al Andalûs » et à la religion mahométane.

Pour ne pas choquer, Charles Martel n'a plus jamais arrêté les Arabes à Poitiers. Après ce non-événement de 732, il n'y a plus eu deux siècles de guerres locales et de dévastations, dans les régions méridionales du pays, guerres résultant des actions de brigandages, pillardes et esclavagistes, des débris des armées djihadistes. On ne saura donc plus, on ne devra plus savoir, et c'est un ordre, -ouverture à la diversité oblige-, pourquoi il existe en France un massif des maures.

On parlera de l'esclavage, mais seulement pour fustiger le colonialisme européen qui y mit fin.

On parlera d'empires africains, mais on ne dira pas qu'ils furent impactés et profondément remaniés par la conquête arabo-musulmane de l'Afrique.

On ne devra surtout pas dire aux élèves, qui pourraient en être choqués : que ces empires africains deviendront des organisations « étatiques » de courtiers, à base essentiellement clanique, des organisations de courtiers militaro-esclavagistes vendant de la chair humaine noire aux razzieurs arabes, puis aux négociants européens. On ne devra surtout pas dire que le Soudan de Khartoum reste, en 2011, une vaste plaque tournante négrière et l'héritier de cette terrible époque.

Beaucoup d'autres choses devront désormais disparaître des livres et des cours d'Histoire, et surtout ne pas s'y inviter...

Si l'on avait dû suivre le raisonnement tortueux de nos deux pandores déguisés en inspecteurs contrôlant le contenu et les méthodes de l'enseignement : en donnant un cours d'Histoire abordant les deux révolutions russes, il aurait fallu prohiber le mot soviétique pour le remplacer par conseil.

Comme le mot hébreu shoah, le mot russe, soviétique, est passé dans toutes les langues. Pratiquement toutes les langues connaissent et disent « soviétique », lorsqu'elles veulent parler d'une forme particulière de représentation élue et révocable, d'abord organisation d'ouvriers, puis de paysans et de soldats ; elles distinguent, à juste titre, cette représentation d'autres qui s'en approchent mais présentent des différences et n'ont pas exactement le même contenu ni les mêmes effets sur la société. Le Mot République lui-même...